

Infos de Serre

Bulletin d'information mensuel du Réseau Action Climat et des ses associations membres



La science du climat crie... dans le désert !

Dans l'ombre des crises financières mondiales, il en est une qui continue de s'intensifier dans l'indifférence : le changement climatique, qui reste la première cause d'angoisse des européens selon l'Eurobaromètre en 2011. L'année écoulée est la plus chaude qu'ait connu la France depuis 1900.

Certains se souviendront d'un mois de juillet «pourri», d'autres penseront à ce Noël particulièrement doux. D'autres encore garderont en tête ce printemps estival et surtout très sec.

Mais le bilan annuel rendu par Météo France est sans nuance. **Cette année 2011 a été la plus chaude et la plus sèche depuis le début des mesures.**

La température moyenne a dépassé de 1,5°C la moyenne de 1971-2000.

La sécheresse en France d'avril et de mai a pu être partiellement atténuée grâce à des pluies en juin qui ont permis de renflouer les réserves d'eau en sous-sol. Mais cet épisode nous a alerté sur les risques et les conséquences potentiellement catastrophiques de périodes de sécheresses prolongées à l'avenir.

On pourrait penser que ces signaux d'alarmes, lancés par les scientifiques du climat, seraient pris en compte et que le pays prendrait à bras le corps le problème sérieux des changements climatiques, en développant des mesures d'adaptation et d'atténuation à la mesure des enjeux. Mais il n'en est rien.

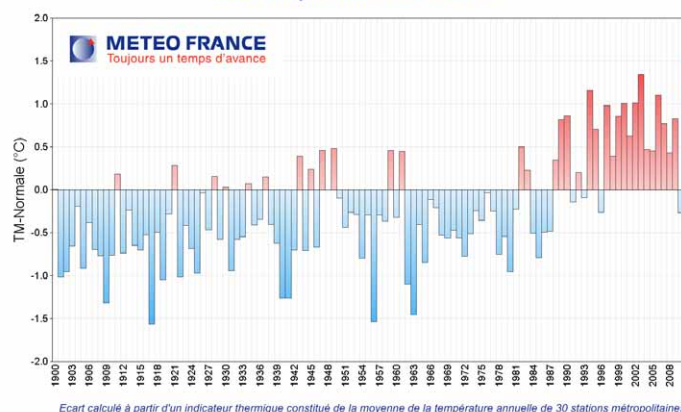
Le sujet est désormais relégué très loin dans l'ordre des priorités. Et pourtant, les scientifiques du monde entier s'évertuent à alerter les décideurs et les médias, en multipliant les publications et en précisant inlassablement les contours de cette réalité : le climat change, plus rapidement, plus amplement que prévu et les conséquences seront désastreuses.

Si nous continuons sur la lancée actuelle, les émissions de gaz à effet de serre atteindront 685 parties par million d'ici 2050 et le climat se réchauffera de 3° à 6°C (OCDE, novembre 2011).

A noter qu'on évalue qu'une augmentation de la moyenne des températures de 12°C, vers laquelle on semble se diriger à l'horizon 2200 ou 2300, rendrait inhabitable la majeure partie

Température annuelle en France depuis 1900

Ecart à la moyenne de référence 1971-2000



de la planète (PNAS, mars 2010).

Cette réalité démontrée, validée et vérifiée dans des centaines d'études scientifiques doit être portée à la compréhension du plus grand nombre et relayée dans les médias notamment.

Pour favoriser cet accès aux avancées de la science, le Réseau Action Climat a recensé, compilé et synthétisé l'essentiel des rapports et

études de référence parus depuis la publication du dernier rapport du GIEC.

Ils sont tenus à la disposition de tous sur le site du Réseau Action Climat sous le nom de **Web Bibliothèque Climat**. Ces rapports sont classés par thèmes selon 3 rubriques principales : *Changements climatiques, Impacts & conséquences, Emissions de gaz à effet de serre*. On y retrouve les dernières publications sur la hausse du niveau des mers, l'impact sur la santé, les écosystèmes ou sur l'économie, les scénarios d'émissions de gaz à effet de serre, etc.

On pourra ainsi lire une étude sur l'accélération de la contribution des glaciers du Groenland et de l'Antarctique à la montée du niveau des océans, parue dans la revue *Geophysical Research Letters* ou un article sur l'influence des cycles climatiques sur les conflits armés, paru dans le magazine *Nature*.

Souvent issues de publications anglophones, ces fiches se composent d'une présentation de l'étude en français et d'un lien pour la consulter. Cette Web Bibliothèque Climat a pour vocation de mettre à disposition de chercheurs, professeurs, étudiants, journalistes, scientifiques et «simples» curieux les évolutions de la science depuis le 4ème rapport du GIEC, alors que plus de 800 scientifiques préparent activement le 5ème rapport prévu pour 2013-2014.



Appel aux candidats aux élections de 2012**A quand la suppression des subventions à la pollution ?**

Un rapport de la Cour des comptes vient d'être publié sur l'impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'environnement. Ses conclusions sont sans appel : si la France veut respecter les objectifs qu'elle s'est fixés, notamment dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques, tout en dégagant des recettes supplémentaires, elle doit :

- Mettre en place les outils fiscaux prévus par le Grenelle de l'Environnement à savoir la contribution climat énergie et la taxe poids lourds ;
- Mettre fin aux subventions de toute sorte attribuées aujourd'hui aux énergies fossiles.

A ce titre, les taux réduits accordés aujourd'hui à la taxation du fioul domestique et du gazole représentent chaque année un manque à gagner de 16 milliards d'euros pour l'Etat, auxquels viennent s'ajouter la détaxation du kérosène utilisé par les avions pour les vols intérieurs (1,3 milliards d'euros). Tout ceci contribuant bien sûr à augmenter les émissions de gaz à effet de serre, au détriment des objectifs que la France s'est fixés au niveau international,

européen et national.

La Cour des comptes constate ainsi que le « réexamen des dépenses fiscales défavorables à l'environnement (...) fournirait des marges de manœuvre très importantes (jusqu'à 19,3 milliards d'euros) qui permettraient aisément d'équilibrer le volet fiscal du Grenelle et d'atteindre certains engagements pris dans le cadre du Grenelle ».

~~PRINCIPE DU
POLLEUR
PAYÉ~~

Pour le Réseau Action Climat-France et ses associations membres, il est crucial en ces temps de crise budgétaire et à l'heure où les émissions de gaz à effet de serre atteignent des records historiques que la France se dote enfin d'une politique fiscale cohérente et ambitieuse en matière environnementale.

Pourtant, on ne peut que déplorer que ce sujet soit aujourd'hui largement absent de la campagne électorale.

Plus d'infos :

<http://www.rac-f.org/Appel-aux-candidats-aux-elections.html>

Procès des militants de Greenpeace**Nucléaire : prison requise pour nos lanceurs d'alerte**

Les activistes de Greenpeace s'étaient introduits le 5 décembre sur les sites nucléaires de Cruas et de Nogent-sur-Seine.

Cette intrusion - purement pacifique, dans la tradition de l'association écologiste - avait pour objectif de démontrer que n'importe qui peut mettre à mal les dispositifs de sécurité des centrales et ainsi menacer cette «sécurité nucléaire» tant clamée par les défenseurs forcenés de l'atome. Cette action symbolique avait permis de révéler les graves dysfonctionnement du parc nucléaire français et ainsi de relancer le débat sur l'abandon pur et simple de cette énergie.



Ces militants de Greenpeace sont de simples citoyens français qui se sont portés volontaires pour cette opération forcément sensible. Ils ont pris des risques pour que la population prenne conscience des risques qui pesaient sur nos têtes. Pour cela, nous leur devons respect et reconnaissance. Suite à cette action, ils ont été mis en examen pour violation de domicile et dégradation grave en réunion d'un bien d'utilité publique et, pour certains, refus de prélèvement d'ADN.

Ils encourent des peines d'emprisonnement avec sursis et de lourdes amendes. Les jugements sont attendus les 21 et 28 février. Pour en savoir plus et apporter votre soutien :

www.greenpeace.fr

Taxe sur les transactions financières**N. Sarkozy passe le climat et le développement à la trappe**

Suite à l'annonce du Président de la République de créer une taxe sur les transactions financières françaises, le Réseau Action Climat, WWF, Oxfam France et la Fondation pour la Nature et l'Homme souhaitent rappeler à Nicolas Sarkozy qu'il s'est maintes fois engagé à reverser la majorité des recettes à l'aide publique au développement et à la lutte contre les changements climatiques.



Depuis 2009, le Président de la République

s'était fait le porte-parole d'une taxe ambitieuse et solidaire.

Mais ça, c'était avant les élections présidentielles.

Le 29 janvier 2012, Nicolas Sarkozy a annoncé une taxe qui rapporterait au mieux 1 milliard d'euros chaque année, là où la Grande Bretagne en récolte 4 milliards et Taiwan 3 milliards. On est très loin de la taxe à 6 à 12 milliards d'euros proposée par UNITAID en 2011. Le Président a annoncé que le milliard collecté ira combler exclusivement le déficit public de la France (d'environ 97 milliards d'€). Si les recettes de la taxe étaient substantielles, le Président ne serait pas obligé de trancher entre le déficit et ses engagements internationaux. Le choix est simple : soit Nicolas Sarkozy décide de corriger le tir en mettant sur la table une taxe sur les transactions financières digne de ce nom, soit la France aura manqué une occasion historique de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques.

<http://www.rac-f.org/Le-mythe-francais-du-nucleaire-bon.html>

Rapport de la Cour des Comptes sur les coûts Tout ce qu'on sait du nucléaire, c'est qu'on ne sait rien !

En considérant que l'ensemble des coûts du nucléaire sont identifiés mais que leurs montants restent flous, la Cour des Comptes démontre par l'absurde l'absence totale de transparence de la filière nucléaire.

Avant le rapport de la cour des comptes, tout le monde savait que le démantèlement des réacteurs, leurs maintenances, la gestion éternelle des déchets radioactifs avaient un coût certain.



www.agirpourenvironnement.org

Après la remise du rapport de la Cour des comptes, nous savons que nous ne savons rien, si ce n'est que ce « rien » sera cher. Le rapport de la Cour des Comptes nous apprend néanmoins que sur la dernière décennie, certains coûts ont été multipliés par deux. L'enfouissement des déchets

est ainsi passé de 14,7 milliards d'euros à 28,4 milliards ! De même le démantèlement des réacteurs est estimé à 18,4 milliards d'euros, soit 300 millions d'euros par réacteurs. La Grande-Bretagne a provisionné, pour démanteler 18 réacteurs... 103 milliards, soit 15 fois plus !

Il est peu de dire que le coût du nucléaire est incertain. Mais c'est une incertitude qui se situe dans la fourchette haute, très haute.

Nouveau rapport sur les activités des banques Agrocarburants : Circulez ! il n'y a rien à voir !

Un rapport de la Cour des comptes souligne que les politiques françaises de promotion des agrocarburants ont surtout coûté aux consommateurs (3 milliards d'euros entre 2005 et 2010). Les agrocarburants, incorporés aux carburants fossiles, obligent en effet à passer plus souvent à la pompe car ils sont moins efficaces que les carburants fossiles.

On comprend donc mieux les motivations du Gouvernement à s'entêter depuis des années à soutenir le développement des agrocarburants : l'augmentation de la consommation de carburant s'accompagne d'une augmentation de revenu pour l'Etat via la taxe payée par le consommateur (TIPP)...

Cependant, même si les agrocarburants renflouent les caisses de l'Etat, les bénéfices sont majoritairement reversés aux filières industrielles via la défiscalisation des agrocarburants, alors qu'il n'y a plus de doute sur le fait qu'elles ne sont pas durables et qu'elles entraînent des impacts environnementaux et sociaux négatifs au niveau national et international.

Aujourd'hui, il faut clairement arrêter le développement des agrocarburants, en rester aux productions actuelles et stopper la défiscalisation pour que ces recettes soutiennent des filières réellement bénéfiques pour le climat ! Les industriels des agrocarburants affirment aussi que cela favorise l'indépendance alimentaire des élevages français (production de tourteaux de colza qui remplace l'importation de soja), mais ils oublient de dire que dans le même temps la France augmente ses importations d'huile alimentaire et qu'il existe des solutions plus écologiques et rentables pour produire les protéines nécessaires à nos élevages.

<http://www.rac-f.org/-Agrocarburants-.html>



Nouveau guide de la FUB

Vélo : des clefs pour réussir la transition

La FUB vient d'éditer un document d'une quinzaine de pages intitulé « Vélo : des clefs pour réussir la transition », récapitulant les dix résolutions que la FUB invite à prendre pour une politique vélo ambitieuse. Parmi celles-ci : le passage du code de la route au code de la rue, la lutte contre le vol, le développement de l'intermodalité vélo-transports collectifs ou encore la mise en place d'incitations financières à l'usage du vélo et la requalification de l'espace urbain au profit des modes actifs. En matière d'incitation financière, on pourra noter la suppression du barème de frais réels automobile dans l'impôt sur le



revenu car il encourage l'éloignement domicile-travail et favorise l'étalement urbain. Dans un souci d'équité, il faudrait mettre en place une incitation financière versée par l'employeur aux cyclistes, basée sur le nombre de kilomètres parcourus à vélo comme en Belgique (0,21 € par km parcouru), au Danemark, aux Pays-Bas, etc..

Ce fascicule s'adresse à tous ceux qui briguent ou occupent un mandat politique et souhaitent offrir à leurs concitoyens une alternative à la voiture solo. La FUB invite chacun à remettre personnellement ce document à des élus locaux afin de faire progresser la cause du vélo sur tout le territoire national.

Retrouvez le rapport en téléchargement sur : <http://www.fubicy.org/spip.php?article322>

En plus

11 mars - De Lyon à Avignon...

Grande chaîne humaine pour sortir du nucléaire

Un an jour pour jour après Fukushima, la Commission Réaction en Chaîne Humaine (RECH) de Sortir du nucléaire en Drôme Ardèche et le Réseau «Sortir du nucléaire» appellent à un rassemblement original pour exiger la sortie du nucléaire.

Il s'agira de former une grande chaîne humaine d'Avignon à Lyon dans la région la plus nucléarisée d'Europe.



Une forte majorité de Français souhaite la sortie du nucléaire. Mais un bulletin de vote ne suffira pas pour forcer nos gouvernants à engager la nécessaire transition énergétique, qui nous libèrera de notre dépendance au nucléaire et aux énergies fossiles.

C'est en descendant dans la rue, en se mobilisant par dizaines de milliers, que les Allemands ont obtenu une décision de sortie du nucléaire d'ici 2022, alors même que leur chancelière est favorable à l'atome.

Nous aussi, nous devons établir un rapport de force avec ces élites coupées des citoyens, qui nous imposent le danger nucléaire et la politique de l'autruche face aux enjeux environnementaux majeurs du XXI^e siècle.

Indignons-nous, mais surtout rassemblons-nous : c'est en étant nombreux que nous sommes forts.

Depuis mai 2011, des chaînes humaines sont organisées un peu partout dans la vallée du Rhône, le quatrième dimanche de chaque mois. À Montélimar, Bourg Saint-Andéol, Avignon, Die, Romans, Tournon, Aubagne, Valence, Lyon, Grenoble, Saint-Étienne ... à chaque fois des centaines de personnes de tous horizons se rassemblent, dans la bonne humeur et une ambiance familiale, avec la ferme intention de faire changer les choses.

Retrouvez tous les détails de la chaîne humaine sur le site : <http://chainehumaine.org/>



Infos de Serre, le bulletin d'information
édité par le Réseau Action Climat France
Chef de Publication : Marc Mossalgue
Pour s'abonner : infosdeserre-subscribe@rac-f.org
Plus d'information : www.rac-f.org

Tour de France pour la transition énergétique

Libérons l'Énergie !



Les citoyens doivent retrouver un rôle central dans le choix du modèle énergétique. Voilà pourquoi Greenpeace, entourée d'autres associations pour l'alternative énergétique, s'est lancée dans une tournée française, à la rencontre des personnes préoccupées par la question de notre production et consommation d'énergie.

Libérons l'Énergie est un appel large et citoyen pour libérer la France du modèle énergétique actuel, et surtout libérer la parole et l'énergie des citoyens !

Pendant un week-end, dans plusieurs villes de France, on prend le temps de débattre, de confronter les visions, de mettre en lumière les initiatives qui marchent et de favoriser un échange sur les différents aspects de la transition énergétique : alternatives de production, économies d'énergie, gestion de la biomasse, agriculture, sûreté et santé, emplois, précarité énergétique et accès aux besoins fondamentaux, responsabilité sociale des entreprises...

Après Nantes et Bordeaux, Le tour des régions « Libérons l'Énergie » fera étape dans 9 villes de France :

Toulouse – du 26 au 28 janvier 2012 ; **Montpellier** – du 2 au 4 février 2012 ; **Strasbourg** – du 16 au 18 février 2012 ; **Marseille** – du 23 au 25 février 2012 ; **Lyon** – du 1 au 3 mars 2012 ; **Clermont Ferrand** – du 15 au 17 mars 2012 ; **Lille** – du 22 au 24 mars 2012 ; **Rennes** – du 29 au 31 mars 2012 ; **Paris** – du 5 au 7 avril 2012

Retrouvez toutes les infos sur :

www.libérons-energie.fr/

Mardi de 4D - 31 janvier 2012

Science citoyenne et développement durable

L'Association 4D organise le 31 janvier une table ronde autour du thème : «*La science citoyenne, condition d'une transition vers un développement durable*» autour des intervenants suivants :

- Dorothee BENOIT-BROWAEYS, déléguée générale, VIVAGORA
- Marcel JOLLIVET, fondateur de la revue Natures, Sciences, Sociétés
- Yannick PONT, Chargé de la structuration de la recherche et de la culture scientifique, Région Bretagne
- Jacques WEBER, économiste, directeur de recherche au CIRAD, président des Petits Débrouillards

Date et lieu : Mardi 31 janvier 2012 à 17h30

A la Salle des Fêtes de la Mairie du 10^{ème} arrondissement
72, rue du Fbg Saint-Martin, 75 010 Paris

S'inscrire par email : adebouci@association4d.org